La Courneuve, le 6 mars 2015,

Nous, personnels et parents d’élèves du collège Jean Vilar de La Courneuve (93) sommes aujourd’hui mobilisés. Nous nous indignons des conditions dans lesquelles nous devrons accueillir les enfants à la rentrée prochaine.

Dans le cadre de la réforme de l’éducation prioritaire, notre collège a été classé REP+ pour la rentrée 2015-2016. Ce classement est censé accorder davantage de moyens aux établissements concernés. Or, si les moyens alloués à notre établissement semblent augmenter, les élèves perdent en réalité 56 heures par semaine, soit 2016 heures pour l’année.

Cette situation catastrophique nous obligera à renoncer à tout le travail engagé dans l’esprit de la réforme et à tous les dispositifs mis en place depuis des années pour lutter contre l’échec et le décrochage scolaires :

* Plusieurs options (sport, histoire des arts, langues et cultures de la Méditerranée).
* Une partie des heures allouées à l’atelier pour la prévention du décrochage scolaire.
* Les demi-groupes en technologie et en langues vivantes.
* La quasi-totalité de l’aide personnalisée en français, mathématiques et histoire-géographie pour les classes de 5ème, 4ème et 3ème.
* Le dispositif de remédiation pour lutter contre la très grande difficulté scolaire.
* Les séances d’approfondissement en sciences pour les 3ème.

Dans ces conditions, la mise en œuvre de la réforme se fait au détriment des élèves les plus défavorisés. C’est inacceptable, d’autant que ce traitement n’est pas national, ni même académique et que nombre d’établissements n’essuient aucune perte de moyens, qu’ils soient ou non classés en éducation prioritaire.

Nous nous mobilisons afin que les propos de notre ministre Madame Vallaud-Belkacem tenus le 23 septembre 2014 à Sedan (08) ne restent pas lettre morte : « La nouvelle éducation prioritaire, c’est plus de moyens humains et financiers au service de tous les élèves […] pour que ce soient les territoires qui en ont le plus besoin qui bénéficient de cette mobilisation exceptionnelle […] Il n’y a pas de fatalité à ce que l’école française soit la plus inégalitaire d’Europe. »

C’est pourquoi nous sommes très nombreux à participer à une grève massive depuis le jeudi 5 mars 2015.

Notre action s’inscrit dans un mouvement beaucoup plus large : de nombreux établissements du département de Seine-Saint-Denis sont mobilisés depuis plusieurs semaines. Comme eux, nous demandons :

* Une baisse des effectifs dans nos classes (20 élèves par classe).
* L’augmentation des heures d’enseignement et d’encadrement pour les élèves.
* La création de postes à hauteur des besoins.
* Une éducation prioritaire réelle, juste et égalitaire sur l’ensemble du territoire national.

Nous continuerons la lutte jusqu’à ce que nos revendications soient entendues et satisfaites.